



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-critique-sociale-en-question>

La critique sociale en question (III)

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1097 - avril 2009 -

Date de mise en ligne : jeudi 30 avril 2009

Description :

Christian Aubin poursuit sa réflexion en montrant que le capitalisme a épuisé toutes ses recettes pour survivre à ses crises.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Ainsi, le forum social mondial fait le pari qu'une moralisation du capitalisme est possible, par des règles qui lui seraient imposées, qui ne seraient plus détournées, mais rigoureusement appliquées... Il n'y a pas été imaginé de remettre en question le privilège laissé aux banques privées de pouvoir ouvrir des crédits en monnaie bancaire...

Christian Aubin, poursuivant ici sa réflexion commencée dans les GR 1095 et 1096, montre au contraire que le capitalisme a épuisé, sans scrupule, toutes les possibilités pour survivre aux crises qu'il provoque :

III. Le capitalisme pris au piège de ses contradictions, et demain ?

La "crise" dans laquelle s'enfoncent inexorablement le monde capitaliste est d'une exceptionnelle gravité, et surtout d'une nature différente des précédentes. Celles-ci étaient suffisamment conjoncturelles pour que des mesures économiques orthodoxes permettent de les surmonter temporairement. Mais pour continuer à s'équilibrer en générant un profit en croissance rapide, le système s'est financiarisé et réfugié dans une logique spéculative chaotique. Cette fuite en avant dans l'ultralibéralisme a conduit à la catastrophe économique et sociale que nous connaissons maintenant, avec les bulles spéculatives qui explosent les unes après les autres, le système financier qui s'effondre, les faillites qui se multiplient, le chômage et la misère qui se répandent, la récession qui gagne brutalement tous les pays développés... Sans parler des dégâts écologiques provoqués par une croissance prédatrice effrénée qui atteint rapidement ses limites, notamment par la destruction à grande échelle des écosystèmes régulateurs de la planète et l'épuisement de ses réserves naturelles.

Le système va-t-il encore réussir à s'en tirer ou est-il en fin de course, ouvrant une période intermédiaire inédite et actuellement indéfinissable ?

La question se pose d'autant plus que les remèdes appliqués pour sortir des récessions antérieures ont eu pour effet de préparer les récessions suivantes, bien plus importantes, tout en portant à son comble l'exploitation de l'homme par l'homme.

Au point qu'il paraît impossible de trouver de nouveaux artifices pour prolonger le cycle actuel en sortant de la crise... Toutes les solutions compatibles avec le système semblent en effet avoir été utilisées.

Pour que la production coûte moins cher, elle a été transférée des pays développés vers ceux où la main d'oeuvre est bon marché et les protections, tant sociales qu'environnementales, quasi nulles. La pression sur les salaires a donc été bien organisée et totalement mondialisée, alors qu'aucune imagination n'a été déployée pour que les progrès techniques servent réellement à soulager la main d'oeuvre en libérant l'homme des tâches les plus épuisantes. Par contre, là où l'innovation a été sans bornes, c'est dans le domaine de la finance : pour étendre son pouvoir et lui en épargner les risques, l'invention de nouveaux produits dérivés semblait sans limite. Et fit croire que le profit financier pouvait croître éternellement, déconnecté de l'économie réelle, sans jamais rencontrer d'obstacle... Jusqu'au jour où on s'est aperçu que la demande solvable, elle, avait une limite, révélée par les excès des prêts immobiliers aux États-Unis. L'effondrement de ce marché, entraînant des faillites en cascade, a montré au monde, stupéfait, que le système mondialisé et tout-puissant de la "banqueassurance" s'écroulait comme un château de

cartes.

Tétanisés par cet effondrement, les gouvernements se rendent compte qu'ils n'ont plus guère de marge pour qu'on puisse économiser sur les coûts, baisser les salaires, laisser croître le chômage, privatiser encore des profits ou nationaliser de nouvelles pertes et encore plus de dettes.

Quels nouveaux outils pourraient-ils bien imaginer pour offrir encore un nouveau cycle au système ?

N'est-ce pas plutôt à ses victimes de saisir le moment d'inventer un nouveau mode de fonctionnement économique, alliant la démocratie, la justice sociale et le respect de l'écologie.... donc de type socialisme distributif ?

Il est évident que ce qu'on appelle la crise, c'est avant tout celle de la sur-accumulation du capital et de la précarisation du salariat, avec un déplacement très significatif de l'équilibre entre le capital et le travail. Alors que tout ceci doit être remis en question, la régression particulièrement marquée dans la gestion politique de la situation empêche que les progrès scientifiques soient la voie d'un véritable progrès de l'humanité.

Il faut, en effet, prendre enfin conscience de deux faits économiques d'importance :

D'une part, le taux de profit moyen "acceptable par le système" ne peut plus être atteint. C'est fini. Et c'est ce que montre ci-dessous Jean-Louis Glory, dans *Capitalisme et travail intellectuel*, en expliquant le processus de la "baisse tendancielle du taux de profit". C'est donc en vain que pour lutter contre cette baisse, l'organisation des entreprises, leur "gouvernance" comme on dit aujourd'hui, a été bouleversée de la façon que décrit Isabelle Pivert dans son article du *Monde Diplomatique* de mars 2009, intitulé *La religion des quinze pour cent : le seul objectif assigné à l'entreprise, ou plus exactement imposé, est devenu "la création de valeur pour l'actionnaire"*. C'est l'étalon de performance. Mais il est si élevé que les décisions qui en découlent échappent à toute logique économique et industrielle : « Les entreprises jusqu'alors sommées de grossir, fusionner, s'avaloir ou disparaître au nom des économies d'échelle et de la course à la taille critique, ne le furent plus désormais qu'en vue de servir une rémunération maximale à leurs actionnaires. Laquelle d'ailleurs ne dépendait plus uniquement d'une distribution de dividendes (généralement calculés à partir du bénéfice) mais de plus en plus de la hausse du cours de l'action de la société ».

D'autre part, le capital virtuel (financier, fictif) est devenu plus important que le capital industriel. Ce qui pose de nouvelles questions pour avancer dans l'analyse de la crise : est-ce ou non du capital, peut-il produire de la plus-value, du profit ? Et qui le possède ?

Mais en tout état de cause, si on ne peut répondre clairement à ces questions, le problème est qu'une tempête sur le marché financier peut détruire massivement du capital réel.

Ces questions ouvertes au débat, ainsi que les changements profonds qui affectent les classes sociales et leurs divisions, semblent bien indiquer que le capitalisme est à la veille de se transformer en un autre système. Dans ce processus de crise totale, le marché intervient en tant que force totalitaire nouvelle, en créant ses formes propres d'aliénation.

La critique sociale en question (III)

Il est à redouter que le nouveau système en gestation, si le mouvement démocratique et révolutionnaire échoue à le contrecarrer, ne développe à grande échelle un impérialisme autoritaire, voire une profonde régression sociale aux conséquences dramatiques. Il semble bien que nous en vivons déjà les prémices...